

Lutte de classe

Ils ont les dents longues et la langue bien fourchue

L'ensemble des dirigeants du PS ont assisté dimanche à la Mutualité à Paris au troisième forum de la rénovation de leur parti et au lancement de sa campagne municipale.

Le PS, un parti bourgeois social-impérialiste.

Strauss-Kahn, venu "*un peu par hasard*", a rappelé opportunément qu'il était "*un militant du Parti socialiste*", et que le gouvernement méritait d'être "sanctionné" aux municipales... tout comme le PS pour sa participation au gouvernement et le soutien sans faille qu'il lui accorde, notamment en permettant à Sarkozy de ratifier le traité de Lisbonne.

Qu'un dirigeant du PS se revendique à la fois du socialisme et de l'impérialisme ne prouve pas qu'il y aurait compatibilité entre les intérêts du capital et ceux du travail, mais comme par ailleurs il existe réellement une incompatibilité entre les intérêts distincts du capital et ceux du travail et que manifestement le PS défend ceux du capital, cela suffit à prouver que le PS est bien dans le camp des ennemis du prolétariat. On peut facilement utiliser cette argumentation au près des travailleurs pour leur faire comprendre la nature sociale réelle de ce parti. On ne peut pas être à la fois le loup et l'agneau.

Royal n'a pas pu s'empêcher de dire au Grand jury RTL-Le Figaro-LCI, qu'elle avait été "*agréablement surprise*" de voir le directeur général du FMI revenir à une réunion du PS dimanche à Paris. Elle a ajouté : "*J'ai trouvé cette présence amicale et bienvenue. Dominique Strauss-Kahn est un atout pour les socialistes, les échéances de 2012 ne sont pas notre préoccupation actuelle*". Il est vrai que la présence d'un haut représentant de l'impérialisme à une réunion du PS, force le respect... des bourgeois. Ces gens-là sont étrangers au prolétariat : pas une voix !

Le PS serait un "*rempart*" contre la politique de Sarkozy, ne vous marrez pas c'est sérieux, un rempart du même genre que l'Union Européenne contre Washington !

Bertrand Delanoë a lancé : "*Il faut que nous soyons un rempart dans cette politique économique et sociale dangereuse pour les Français*", pas pour tous les "Français" assurément. Entre nous, on n'a pas pour tâche d'élever un "*rempart*" pour se protéger du capitalisme, ce qui revient à lui accorder encore une longue vie, on a besoin de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour l'abattre.

Il faudrait faire rapidement une analyse précise de la composition actuelle des différentes classes, particulièrement la petite bourgeoisie et la classe moyenne, sans oublier l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat et la répartition des fonctionnaires dans les trois catégories existantes, sans oublier les retraités qui ne sont pas tous logés à la même enseigne, selon leur parcours professionnel. C'est nécessaire pour affiner la tactique à mettre en oeuvre et les mots d'ordre, etc. Si un camarade pouvait faire ce travail, cela donnerait des indications intéressantes sur la composition actuelle de la société que je n'ignore pas, mais vaut mieux toujours avoir les données les plus précises possibles. Désolé, je ne peux pas tout faire et je ne peux pas acheter ou emprunter dans une bibliothèque les ouvrages qui sont parus sur ce sujet.

Quand Jeanne la gourde confond Louis XIV et Louis XVI.

"*Il (Sarkozy) nous disait : je veux une société du maximum. Aujourd'hui le maximum, c'est surtout pour lui, pour ses amis. C'est Louis XIV ou Louis XV (...) que nous avons sous les yeux, pendant que nous attendons des solutions aux problèmes du temps présent*". La meilleure solution serait de lui réserver le même sort qu'à Louis XVI !

La Jeanne blanche dépucelée et Sarkonapoléon le dandy parvenu auraient formé un beau couple, mi-royal mi-empire... avant leur chute !

"*Avant il nous disait : j'agirai rapidement. Aujourd'hui ce qui est sûr (...) c'est qu'il est plus rapide pour se marier que pour aller chercher la croissance avec ses dents comme il l'avait promis*". En fait, qu'est-ce qu'elle lui reproche au juste ? De ne pas appliquer plus rapidement son programme antisocial. Comme la croissance qu'elle réclame de ses vœux à l'unisson de tous les réformistes est synonyme de contre-réformes, vous avez en toile de fond le

contenu de la politique que Royal aurait appliquée si elle avait été élue : la même que Sarkozy ! Elle le dit elle-même, vous le lirez plus loin.

Au passage, on comprend pourquoi à notre époque le réformisme est synonyme de réaction quand il ne s'inscrit pas dans la perspective de l'abolition du régime. Dès lors que la croissance rime avec régression sociale, réclamer plus de croissance comme le font Royal et Mailly (FO) conduit inévitablement à accepter la remise en cause de nos droits et acquis. Cela aboutit à passer un accord avec les représentants du capital qui demandent plus de croissance pour réaliser davantage de profits, CQFD.

Laurent Fabius a pour sa part appelé les électeurs à adresser un "*carton jaune contre l'amputation du pouvoir d'achat et les pratiques du pouvoir*". C'est décidément sa couleur préférée, il doit avoir horreur du rouge, on comprend pourquoi !

Le PS est toujours prisonnier de ses contradictions. Mais je m'empresse de préciser que ce serait faire preuve de légèreté et d'opportunisme d'en déduire que pour cette raison il serait encore un parti ouvrier bourgeois. Ceux qui le caractérisent ainsi y trouvent forcément leur compte quelque part, je n'y reviendrai pas ici, cherchez bien, c'est facile à trouver.

Comme le PS n'est qu'un parti d'élus et de notables, il s'efforce d'apparaître comme un parti ouvrier à chaque élection depuis des lustres, sans quoi il serait ravalé au rang du Parti radical. Le PS représente fondamentalement les intérêts de l'impérialisme (voir Pascal Lamy à l'OMC et Strauss-Kahn au FMI), mais comme il n'a conservé en fait que ses racines réformistes, son électorat de prédilection ne peut pas être la classe ouvrière, il repose essentiellement sur la petite bourgeoisie, les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière qui tirent profit de l'existence du capitalisme et qui entendent défendre leurs propres privilèges à la fois contre le prolétariat et contre la bourgeoisie. Comme cela est loin de faire le compte pour gagner une élection, il faut absolument que des couches supplémentaires du prolétariat votent PS, d'où le gauchissement de leur discours lors de chaque élection. Les militants les plus crédules vous diront que cela suffit pour en faire un parti ouvrier, laissons-les à leurs illusions.

Au lieu d'accorder le moindre crédit aux discours démagogiques des dirigeants du PS comme s'y appliquent minutieusement le PCF, le PT, la LCR ou LO, il faut mettre en lumière leur contenu mensonger, ce qui n'est pas bien difficile puisqu'ils comportent toujours un nombre inévitable de contradictions grossières, afin de détourner du PS les travailleurs qui seraient tentés d'avoir des illusions en lui et les éléments de la petite bourgeoisie qui ont compris leur jeu sordide (ce qui ne les empêche pas de tomber dans leurs pièges). Une fois démontré le caractère trompeur de leur programme que reste-t-il ? Seulement son contenu réactionnaire qui correspond à la véritable nature de ce parti. L'économie de cette démonstration est indéniable puisqu'elle permet de faire d'une pierre deux coups : détourner les travailleurs du PS et de l'idéologie réformiste qui est le complément naturel du capitalisme. Il ne reste plus ensuite qu'à leur expliquer pourquoi l'abolition du capitalisme est une nécessité, et non une lubie de marxistes attardés...

Chacune de leurs interventions transpire l'hypocrisie et pue le charlatanisme.

François Hollande a conclu cette réunion en disant "*Faisons de ces élections municipales une confrontation sur le pouvoir d'achat*", invitant ses amis à "*se mobiliser comme jamais*" pour refaire du PS le premier parti de France à l'occasion de ces élections locales. Si tel était le cas, cela signifierait que la majorité des travailleurs auraient voté contre l'UMP et l'UDF, sans pour autant soutenir le PS, comme ce fut le cas en 2004 (déclaration de J. Lang). Ce serait la manifestation de la volonté du prolétariat de résister à la destruction de tous ses droits et acquis sociaux et démocratiques, dont le PS se fait le complice en participant au gouvernement et à la multitude de commissions avec l'UMP et l'UDF. C'est à mon avis ce qu'il faudrait expliquer aux travailleurs.

Il a ajouté : Après le 16 mars : "*le contre-pouvoir, c'est vous, c'est nous*", non, c'est nous, contre vous et vos partenaires de l'UMP, chacun dans son camp ! Chacun a encore en mémoire le refus du PS de prendre en charge la revendication du Smic à 1500 euros net tout de suite et une augmentation des salaires de 300 euros minimum, son combat aux côtés de Sarkozy contre cette revendication pour être plus précis. Personne ne l'a oublié et après ils osent se présenter comme les défenseurs du pouvoir d'achat des travailleurs : pas une voix !

Pour compléter ce rapide tour des dernières prises de position des dirigeants du PS, voyons de quelle manière Royal est intervenue sur l'accord conclu entre les partenaires antisociaux lors du Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. Vous constaterez qu'elle ne remet pas en cause la méthode mise en oeuvre par Sarkozy, mieux, elle s'en félicite et la reprend à son compte.

Elle a déclaré : "*Chaque fois que les partenaires sociaux nouent un accord, c'est une bonne chose*". Notez bien ensuite qu'elle reprend l'argument du patronat selon lequel ce n'est qu'un "*hors d'oeuvre*" avant la destruction de fond en comble de toute la législation du travail existante. Elle a ajouté que ce "*petit accord*" n'était "*pas l'alpha et*

l'oméga". "Il faut d'abord l'appliquer dans les entreprises, surveiller un certain nombre de choses", dès fois que les patrons n'auraient pas compris que cet accord correspond à leurs besoins. Vendredi dernier dans l'Yonne, Sarkozy s'est félicité que les patrons aient réagi au quart de tour après le vote de la loi sur les heures supplémentaire : "Au mois de novembre, il y a plus de 50% des entreprises de plus de dix salariés qui ont utilisé le dispositif", contre 40% en octobre, comme quoi les patrons savent parfaitement où sont leurs intérêts, sans attendre d'entendre la voix de Jeanne Royal ! Elle fait du zèle que voulez-vous, c'est une de ses tares... à moins que cela ne soit naturel chez elle.

Elle va plus loin encore. Elle a estimé que les députés du PS pouvaient voter le projet de loi qui doit transposer au printemps l'accord conclu par le patronat et quatre syndicats (CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) tout en mettant "un certain nombre de conditions". Chacun sait qu'une fois cet accord bouclé, les conditions dont elle parle, c'est du vent ! Elle tend la perche à Sarkozy, vous avez remarqué, ce qui démontre une fois de plus qu'elle aurait utilisé la même méthode que Sarkozy si elle avait été élue. Qui osera prétendre le contraire ? J'ai une proposition à soumettre à Royal et Sarkozy puisqu'ils manifestent les mêmes penchants à l'"ordre juste" : au lieu de vous casser la tête avec des procédures parlementaires qui aboutissent toujours à un consensus, abolissez donc l'Assemblée nationale, un dictateur à la tête de l'Etat avec une "opposition" fantôme fera l'affaire !

Mais elle a commis pire encore camarades, elle veut reprendre la même méthode qui a abouti à cet accord entre les partenaires antisociaux pour faire passer les réformes contre-révolutionnaires préconisées par la Commission pour la libération de la croissance française présidée par J. Attali (PS), qu'elle doit rencontrer dans les prochains jours. Rien que le nom de cette commission est tout un programme. Elle préconise dans son rapport qui sera rendu public dans quelques jours, pas moins de 300 contre-réformes !

Royal s'est d'ores et déjà prononcée pour "certaines déréglementations, à condition qu'elles s'accompagnent d'un renforcement des sécurisations", autrement dit, elle propose de reprendre la formule qui consiste à liquider l'essentiel de nos droits et acquis collectifs en en minimisant la portée, tout en faisant valoir que les compensations individuelles dérisoires accordées en contrepartie auraient une valeur équivalente, donc que l'ensemble du processus serait finalement satisfaisant et équilibré, alors qu'il a seulement un contenu antidémocratique et antisocial, réactionnaire, et ne satisfait que les intérêts de l'impérialisme, car c'est à ce niveau là que se situe le contenu du rapport de la commission Attali.

Elle a repris un des thèmes favoris de sa campagne présidentielle en expliquant qu'il fallait redonner à la France "le goût du risque, l'esprit d'entreprendre", traduisons : le goût du chômage et de la précarité d'un côté, le goût du profit de l'autre. "Mais il ne faut pas que cette souplesse soit payée toujours par les mêmes, c'est-à-dire par les salariés" a-t-elle ajouté, comme si ce n'était pas toujours le cas ! Une main de fer dans un gant de velours. Gageons que Sarkozy saura prendre la défense des intérêts des travailleurs. Royal est-elle au PS ou à l'UMP ?

Qu'est-ce qui distingue aujourd'hui le PS de l'UMP ? La réponse pourrait venir de Fillon cité par le JDD à propos de ses relations avec Sarkozy : on ne pourrait "glisser une feuille de cigarette" entre eux.

(source AFP et AP : 18.01 et 20.01)